



**Jaques Blondin begründete in seiner Rede, warum er und die gesamte Branche gegen den Abbau und die Verringerung des Grenzschutzes sei, den der Bundesrat Schneider-Amman anstrebt.**

**J**acques Blondin forderte die Branche auf, gemeinsam und besser zu kommunizieren. Seit vielen Jahren setze die Produktion Pflanzenschutzmittel nur noch zielgerecht und nur wenn unbedingt nötig ein. Dies nur dann, wenn es für die Gesundheit der Pflanzen und für die Sicherung der Ernten unverzichtbar sei. Eine wettbewerbsfähige Produktion und Vermarktung von Lebensmitteln sei notwendig für die Versorgung der Bevölkerung mit einwandfreien Produkten. SWISSCOFEL-Geschäftsführer Marc Wermelinger ging noch einmal auf den Abbau des Grenzschutzes ein und bestritt die Aussage, dass durch den Abbau die Margen der vor- und nachgelagerten Stufen gesenkt werden können, ohne dass die Kaufkraft der Erzeuger-Familien leide.

Er ging auch noch einmal auf das Wetter im vergangenen Jahr ein, das einen enormen Einfluss auf die Produktion und folglich auch die Beschaffung und den Handel hatte. „Im Januar und Februar 2017 herrschte wegen den eisigen Temperaturen und Schneemassen in ganz Europa ein großer Mangel an Gemüse. Die Beschaffungslage war auch im Ausland äußerst prekär. Gewisse Gemüsearten, die sonst im Süden Europas beschafft werden, mussten sogar aus Übersee importiert werden. Dazu kam, dass auch die Logistik in vielen Teilen Europas zeitweise nicht mehr funktionierte.“

Nach milden Frühlingswochen folgte dann Mitte April eine Serie von Frosttagen, welche insbesondere in den Obst-Kulturen Schäden anrichteten. Besonders hart traf es die Regionen Ost- und Zentralschweiz. „Trotz einem erneut kalten und regional auch sehr schneereichen Winter stellt sich die Situation dieses Jahr nun völlig anders dar. Das Frost-Risiko ist praktisch überwunden und milde Frühlings-Temperaturen haben dazu geführt, dass bei vielen Produkten das inländische Angebot die Nachfrage bereits vollständig abzudecken vermag. Die Ernteprognosen sind für Frühkartoffeln, Beeren, Gemüse und Obst vielversprechend“, betonte Wermelinger weiter.

## Wechsel im Vorstand

Während der Generalversammlung wurden die ordentlichen Geschäfte und Wahlen abgewickelt. Im Vorstand sind zwei Veränderungen zu verzeichnen. An Stelle des zurücktretenden Christian Sohm wurde Rahel Bonny

# „Gemeinsam und besser kommunizieren“

**Bern** ► Die 18. Generalversammlung von SWISSCOFEL fand am 15. Mai 2018 in Bern statt. Präsident Jacques Blondin konnte 140 Mitglieder und Gäste begrüßen. Er beleuchtete in seiner Rede die politischen Entwicklungen in der Landwirtschaft und der Ernährung.

von der Firma Terraviva AG als Vertreterin des Biohandels gewählt. Den zweiten Rücktritt betrifft Yannick Buttet. Sein Sitz im Vorstand bleibt im Moment vakant.

## Die Kraft der Emotionen

Im zweiten Teil der Generalversammlung referierte Herr Beat Krippendorf als Experte für Kundenorientierung, Dialog-Marketing und Persönlichkeitsbildung. Er zeigte auf, weshalb eine konsequente Orientierung und Ausrichtung auf die Kunden absolut entscheidend sei, um in turbulenten Zeiten und auf unsicheren Märkten zu überleben und Erfolg zu haben. Wer Geschäfte tätigen wolle, müsse seinen Kunden Sicherheit geben. Eine höchst emotionale und komplexe Sache. Emotionen seien es schließlich auch, die für Entscheidungen und Motivation Ausschlag gebend seien.

Vor der eigentlichen Generalversammlung wurden die Vollversammlungen der Gruppen „Küfe“ (Schnittsalathersteller), „Kartoffelhandel“, „Gemüsehandel“ und „Früchtehandel“ durchgeführt. Die Mitglieder der 4 Gruppen ließen sich über die aktuellen und zukünftigen Geschäfte und Projekte ihrer Produktgruppen informieren, wählten ihre Vorstände und Arbeitsgruppen und erledigten auch die statutarischen Geschäfte.

*Die nächste SWISSCOFEL-Generalversammlung findet am Dienstag, 7. Mai 2019 im Hotel Bellevue Palace in Bern statt.* ●



**Marc Wermelinger: „Um konkurrenzfähig mit dem Ausland zu sein, brauche es verschiedene Maßnahmen im Umfeld von Produktion und Handel.“**

SWISSCOFEL

# Le commerce des fruits et légumes ne rêve pas de frontières ouvertes

Pierre-André Cordonier

**Swisscofel s'oppose à l'ouverture des frontières telle que prônée par le Conseil fédéral. Le régime actuel des contingents d'importation fonctionne globalement de manière satisfaisante.**

Le commerce de fruits et légumes ne veut pas d'une ouverture des frontières. Autant dire qu'elle ne voit pas d'un bon œil la vision du développement de l'agriculture qu'a proposé le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann. Ce message, Swisscofel l'a répété lors de son assemblée générale mardi 16 mai à Berne. Il est le fruit d'un consensus solide entre ses membres, malgré leurs intérêts parfois divergents. Rappelons que l'Association suisse du commerce fruits, légumes et pommes de terre rassemble les importateurs, le commerce de fruits et légumes du pays, les distributeurs ainsi que des coopératives de production et quelques gros producteurs.

## Un équilibre à 50/50

«Notre but est de trouver un équilibre entre la production indigène et les importations de façon à satisfaire le consommateur. Or, le système actuel des contingents d'importation fonctionne à satisfaction. La répartition à 50/50 est une bonne répartition. En cas d'ouverture des frontières, l'offre en produits du pays pourrait se réduire drastiquement si le handicap des coûts élevés en Suisse n'est pas compensé. Ce manque pénalisera les consommateurs qui souhaitent de plus en plus une alimentation de proximité», a indiqué Jacques Blondin, président de Swisscofel. On peut imaginer aussi dans quelles difficultés se re-



Jacques Blondin, président de Swisscofel, s'est aussi inquiété du manque de main-d'œuvre qualifiée dans la branche. Avis aux jeunes!

P.-A. CORDONIER



Pour Marc Wermelinger, directeur, la liberté contractuelle entre la production et le commerce ne doit pas être freinée par l'Etat.

P.-A. CORDONIER

trouveront les commerces de fruits et légumes axés sur la production indigène. Swisscofel rejoint ainsi les revendications des associations de producteurs, en l'occurrence l'Union maraîchère suisse et la Fruit-Union Suisse.

## Baisse des prix dans le commerce

Swisscofel reste toutefois ouverte aux discussions. «Certains disent que négocier, c'est déjà accepter. Ce n'est pas notre avis. Il est important d'être à la table des négociations et de dire ce que l'on ne peut pas accepter et les points sur lesquels on peut débattre», a défendu Jacques Blondin.

La position de Swisscofel est d'autant plus crédible que les prix dans le commerce ont déjà fortement baissé en 2017. C'est le résultat d'une concurrence plus intense suite à l'arrivée des discounters et au tourisme d'achat. «Nous espérons que cela va se stabiliser, car les effets négatifs d'une baisse trop forte n'impactent pas seulement la production mais également le commerce. Il n'y a

pas que les prix qui comptent», a commenté le président.

Ces positions n'empêchent pas l'association de demander quelques assouplissements des règles d'importation. Elle souhaite la libération de contingents tarifaires pour les variétés manquantes de pommes de table durant la période du 15 juillet au 31 mars, mais pour une durée et des quantités limitées. Actuellement, s'il y a assez de pommes de table disponibles sur le marché durant cette période, toute importation est bloquée.

## Variétés manquantes dans les pommes

«Avec le gel d'avril 2017, cela a été insatisfaisant et onéreux pour le commerce et finalement aussi pour le consommateur. Certaines qualités et variétés ont manqué», a expliqué le directeur de Swisscofel Marc Wermelinger. Or, selon ce dernier, la Fruit-Union Suisse ne voit pas d'un bon œil cette demande d'assouplissement. «Nous allons encore devoir décider si nous la soumettons ou non.»

Autre demande, déjà déposée auprès de l'Office fédéral de l'agriculture: Swisscofel souhaite que les permis généraux d'importation puissent être cédés. L'idée est de permettre à un importateur de bénéficier de la part du contingent non utilisée d'un autre commerçant, au lieu de devoir importer de la marchandise à un taux élevé hors contingent. Une requête qui ne gêne pas l'Union maraîchère suisse, selon son directeur Jimmy Mariéthoz.

## Une mise aux enchères inutile et coûteuse

Pour finir avec la législation sur les importations, Swisscofel regrette la mise aux enchères depuis 2017 de la moitié du volume de pommes de terre de consommation importées en franchise douanière. Ces 3250 tonnes ont coûté 780 000 fr. au commerce. Cette décision n'éliminera probablement pas les rentes de situation et n'offre aucune protection supplémentaire aux producteurs, selon Marc Wermelinger. La transition entre les importations et la saison indigène s'est toujours

déroulée sans problème jusqu'à maintenant «Les frais supplémentaires seront certainement reportés sur les consommateurs. Il est également certain que les contingents payés seront importés, ce qui n'était pas toujours le cas auparavant lorsqu'ils étaient gratuits», commente-t-il.

## Soutien à la promotion

Bien d'autres dossiers ont occupé Swisscofel en 2017 et l'occuperont les mois qui viennent. Relevons celui sur la promotion des ventes. La Confédération souhaitait réduire sa participation de 40, voire de 50% en la reportant sur des projets novateurs. Refus entendu de la branche qui ne voulait pas affaiblir les efforts dans ce secteur, mais au contraire les renforcer.

Il y a bien entendu les initiatives contre l'utilisation de produits phytosanitaires auxquelles s'est opposée Swisscofel en 2017 déjà. L'association estime toutefois qu'une réduction des traitements est à poursuivre absolument, notamment dans le cadre du plan d'action éla-

boré par la Confédération. Il restera à communiquer efficacement auprès des consommateurs, une tâche très difficile tant celui-ci se satisfait souvent de messages simples, a déploré Jacques Blondin.

Dans le cadre de la révision de la Loi sur l'aménagement du territoire, Swisscofel maintient sa demande à ce qu'aucun produit acheté ne soit commercialisé en vente directe dans la zone agricole et à ce que la construction de serres soit autorisée au sein de certaines zones agricoles spéciales.

Côté organisations, Swisscofel souhaite plus de synergies entre les diverses associations de la branche afin d'alléger la défense professionnelle.

## Départs au comité

Au comité, Christian Sohm, représentant le commerce bio, est remplacé par Rahel Bonny, directrice de Terraviva SA, à Chiètres. La place de représentant du Parlement fédéral est en revanche vacante, suite à la démission de Yannick Buttet. Swisscofel ne lui a pas encore trouvé de successeur.